Le problème universitaire espagnol

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1076>

DOI : 10.4000/bhce.1076

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 325-333

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Le problème universitaire espagnol », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1076>

Ce document a été généré automatiquement le 14 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Le problème universitaire espagnol

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Le problème universitaire espagnol », revue *Esprit*, n° 381, mai 1969, p. 842-858.

- 1 La méthode d'approche pour connaître une situation universitaire est la même partout : établir les liens entre les structures universitaires et celles de la société. C'est ainsi qu'on peut le mieux comprendre la « spécificité » d'une telle situation.
- 2 La société espagnole est-elle archaïque ou moderne ? sous-développée ou industrialisée ? Et quelles sont ses structures politiques et sociales ?
- 3 L'Espagne est un pays qui se développe inégalement, au milieu de violents déséquilibres régionaux, avec des industries-clefs à haut degré de monopole, une agriculture arriérée, en crise, un revenu national très inégalement partagé, 50 % environ de la population ne pouvant satisfaire que ses besoins élémentaires (dont 9 % franchit le seuil de la pauvreté).
- 4 Le partage très inégal du revenu, le monopole grandissant des moyens de production venant s'ajouter au reliquat « idéologique » d'une société hiérarchisée sous la direction de la noblesse, marque assez nettement les différences sociales.
- 5 Enfin, nul besoin de rappeler les origines des structures politiques de l'Espagne, la résistance tenace –parfois empreinte d'habileté, parfois dévoilant un fond d'intransigeance– des élites au pouvoir à faire entrer le pays dans le cadre d'institutions et de mœurs politiques connu en Europe occidentale sous le nom de démocratie.
- 6 C'est dans cette société que le problème universitaire (sans doute plus vieux que le régime) s'est reposé avec force depuis une dizaine d'années.
- 7 En 1939, le nouvel état « épura » entièrement l'Université qui, dans l'esprit des vainqueurs de la Guerre civile, devait être un instrument au service de leur politique.

Cet esprit se manifeste dans la loi universitaire de 1943 (toujours en vigueur, bien qu'on parle en ce moment de sa révision), d'après laquelle l'enseignement universitaire doit s'adapter au « dogme et à la morale catholiques » (art. 3) et « aux points du programme du Mouvement » (art. 4). L'éducation politique phalangiste fait partie de l'enseignement universitaire. Tous les étudiants devaient se rassembler obligatoirement au sein du SEU (Syndicat Espagnol Universitaire), dont les dirigeants sont nommés par les hautes instances du Mouvement et dont le but, d'après l'art. 34 de ses statuts, est « d'insuffler l'esprit de la Phalange parmi les étudiants universitaires ».

- 8 À partir de 1950, une génération d'étudiants qui n'a pas vécu la Guerre civile, arrive à l'Université. C'est celle qu'on a appelé « la génération du demi-siècle » : le nazisme s'est écroulé, le régime renie en paroles, sinon dans les faits, son totalitarisme de la première heure, un certain esprit critique se développe partout.
- 9 Mais c'est seulement en 1956 qu'on peut parler de la faillite de l'Université « politisée » par le régime ; des étudiants autrefois dociles pour aller manifester, le bras levé, devant l'ambassade britannique, refusent les mots d'ordre politiques du régime et la domination du SEU ; quelques professeurs, qui ont accédé à l'Université après la guerre, partagent cet esprit d'indépendance, dont le recteur de l'Université de Madrid lui-même, Laín Entralgo.
- 10 Que demandent les étudiants qui manifestent dans les rues de Madrid en février 1956 ? Simple le droit d'avoir une organisation représentative et d'organiser un Congrès national des étudiants. Le SEU se décompose ; des contradictions éclatent au niveau gouvernemental. Le professeur Ruiz-Giménez, ministre de l'éducation, paye de son poste sa bonne volonté et ses vains efforts pour libéraliser l'Université au sein d'un système politique et social antilibéral. Les recteurs de Madrid et de Salamanque (MM. Laín et Tovar) doivent également quitter leurs postes.
- 11 À partir de 1956 une longue lutte se poursuit et l'on assiste à l'implantation dans l'Université des groupes de l'opposition (illégaux), qui débordent de plus en plus les hiérarchies hésitantes du SEU.
- 12 La tension atteint un niveau plus élevé à partir de l'année 1961-1962. Les grèves, les manifestations, et la répression qui s'ensuit deviennent des phénomènes habituels. On connaît la suite : les étudiants espagnols, qui ont mis en pièces l'officiel SEU, organisent des « assemblées libres » ; des professeurs de plus en plus nombreux (et encore plus des professeurs *adjuntos* et *ayudantes*, qu'on pourrait comparer, même si ce n'est pas la même chose, à des maîtres-assistants et à des assistants) sympathisent avec la protestation des étudiants. L'assemblée libre qui réunit 6 000 étudiants de Madrid – suivie d'une marche pacifique – en février 1965, vote un programme en quatre points : syndicat libre, autonome et représentatif ; amnistie totale pour les étudiants et professeurs ; liberté d'expression dans l'Université ; solidarité avec les demandes ouvrières d'augmentation des salaires.
- 13 On se souvient de l'expulsion à vie de l'Université des professeurs Aranguren, Tierno Galván et García Calvo ; pour deux ans des professeurs Aguilar Navarro et Montero Díaz, des démissions des professeurs Valverde et Tovar, de l'expulsion de centaines de professeurs-assistants...
- 14 Le Pouvoir fait pourtant semblant de reculer, en remplaçant le SEU par des associations professionnelles, soi-disant apolitiques mais télécommandées. 1965-1966 et 1966-1967 marqueront l'effondrement honteux de ces associations repoussées par la presque

totalité des étudiants. En même temps, les étudiants passent de la forme inorganique et spontanée de « l'assemblée libre » à l'organisation d'un vrai syndicat, le SDEU, Syndicat démocratique des étudiants universitaires. Le premier syndicat est organisé à l'Université de Barcelone, en 1966, sur la base des assemblées démocratiques et comptant sur l'appui de nombreux professeurs et intellectuels. Malgré la répression, le Syndicat démocratique se répand comme tache d'huile et, en mars 1967, a lieu à Valence la première réunion de coordination sur le plan national, avec des représentants de la plupart des Universités espagnoles.

- 15 Le 26 avril 1967, dans une assemblée de 5 000 étudiants, à l'Université de Madrid, est créé le Syndicat démocratique des étudiants. Il vote une déclaration de principe dont les points essentiels sont : le SDEU a pour but la défense des intérêts et des droits des étudiants, par les étudiants eux-mêmes, sur les plans académique, professionnel, syndical et social ; il affirme les principes de liberté d'association, autonomie, auto-organisation et représentativité, ainsi que les droits de grève, de réunion et de liberté d'expression ; il se déclare partisan de la réforme démocratique de l'Université et de la co-gestion universitaire.
- 16 Le SDEU s'est implanté dans les Universités de Madrid, Valence, Barcelone, Bilbao, Saint-Jacques de Compostelle, etc, tandis que dans les autres universités les étudiants organisaient leurs associations en rapport avec le SDEU sur le plan national –réunions de coordination– en vue de préparer un Congrès national démocratique de tous les étudiants espagnols.
- 17 Il n'est pas exagéré de dire que l'action des étudiants a atteint un niveau supérieur –un « nouveau palier »– pendant l'année 1967-1968. Après la victoire des candidats du SDEU aux élections organisées par le rectorat de l'Université de Madrid, il a eu une grève à l'échelle nationale unanimement suivie (janvier 1968), l'occupation des locaux universitaires par la police et le recul du gouvernement, qui avait créé une police spéciale universitaire et avait essayé en vain de mobiliser quelques groupes d'hommes de main pseudo-phalangistes ; cependant, la répression a eu comme effet que de nombreux professeurs, voire des autorités académiques, rejoignent les étudiants dans leur action. Le recteur de l'Université de Madrid fut amené à démissionner du Conseil de l'Université qu'il présidait, avec tous les doyens ; le doyen de la Faculté de Droit, M. Prieto Castro, et le doyen de la Faculté des Sciences politiques et économiques, M. Vegas, furent malmenés par la police (« couverte » par le gouvernement), mais soutenus par l'immense majorité de leurs collègues. Il y eut des professeurs pour témoigner en faveur des étudiants dans les procès intentés contre ces derniers devant le Tribunal d'ordre public. Le professeur de Droit pénal de l'Université de Barcelone, en réponse au procureur qui affirmait « l'illégalité » du SDEU, déclara : « Peut-être, mais il a le grand mérite d'exister. »
- 18 La violence des conflits n'a fait que grandir et pendant quelques semaines la plupart des universités espagnoles restèrent fermées sur ordre du gouvernement. (À Madrid, les examens de juin eurent lieu dans des facultés clôturées, entourées par la police, les candidats devant présenter à l'entrée leur convocation d'examen). Des universités jusqu'alors « calmes », comme celles de Séville et de Grenade, entrèrent dans l'action ; la grève de Saint-Jacques de Compostelle (où, sur 50 inscrits, les assemblées rassemblaient chaque jour plus de 30 étudiants) a duré plusieurs mois. C'est là que s'est dressée la première barricade, le 19 janvier 1968. Le mouvement des étudiants a

provoqué le changement du ministre de l'éducation et du recteur de l'Université de Madrid.

- 19 Ministre et recteur amorcèrent « l'opération charme » par le décret sur les nouvelles associations d'étudiants à caractère « pluraliste », dans le but de diviser, d'atomiser le mouvement des étudiants, tout en parlant de dialogue. Le charme était rompu quelques semaines après le début de l'année universitaire. En effet, en octobre déjà, 19 étudiants étaient expulsés de l'Université de Saint-Jacques de Compostelle, « en raison de leur comportement pendant l'année précédente ». À Madrid, de nombreux délégués étudiants se voyaient interdire l'accès de l'Université en raison de leurs activités en 1967-68 ; d'autres étaient traduits devant le Tribunal d'ordre public. Les étudiants ripostèrent immédiatement par des assemblées et manifestations, tandis qu'à Barcelone ils boycottaient le « professeur » Verdú nommé dans des conditions très suspectes (les professeurs Velarde et Sampedro, éminents économistes, avaient quitté le jury du concours en signe de protestation) pour évincer le professeur Tamames. (À la fin M. Verdú dut renoncer à la chaire.) Le 24 octobre, les étudiants madrilènes participèrent par milliers à des manifestations des Commissions ouvrières.
- 20 L'agitation et les grèves se généralisaient, gagnant les Universités de Madrid (dont la plupart des facultés étaient à nouveau fermées en novembre), Barcelone, Séville, Bilbao, Valence, Valladolid, Saint-Jacques, des écoles d'ingénieurs et d'architectes... En novembre, 100 000 étudiants étaient en grève.
- 21 Sans doute, l'exemple du « Mai français » et des événements universitaires du Mexique venait s'ajouter à la situation spécifique de l'Espagne ; si pour une fraction de l'extrême-gauche cela s'exprimait par une tendance à se servir de la violence contre l'habituelle violence de la police (appelée « Gristapo » par les étudiants espagnols), ou bien par des considérations sur « la stratégie globale anti impérialiste », l'influence française se manifestait plus nettement par une tendance à juger critiquement le rôle et le travail des professeurs, par une prise de conscience de la nécessité de mener de pair la lutte pour les libertés, pour la démocratisation de l'Université et pour le changement des méthodes d'enseignement et des rapports professeurs-étudiants, comme formant un tout. Dans ce sens il faut signaler notamment les « jugements critiques » des professeurs –sur le contenu de leurs cours et leurs méthodes de travail– auxquels se sont prêtés de bonne grâce une bonne partie des enseignants, tandis que le rectorat et quelques professeurs inféodés au régime réagissaient d'une manière hostile et violente.
- 22 Si le recteur interdit les « jugements critiques », ils furent vite remplacés par des « dialogues critiques » analogues. En même temps, les étudiants adressèrent des lettres collectives aux professeurs en leur demandant de remplacer les examens traditionnels et une bonne partie des cours magistraux par des travaux d'explication suivis de dialogues, des séminaires, des travaux pratiques, l'étude de documents, l'élaboration de mémoires et les exposés collectifs, etc. Ces propositions étaient accueillies avec sympathie par de nombreux professeurs, notamment par les moins âgés.
- 23 Mais le changement de ministre et de recteur ne pouvait modifier la politique universitaire. L'interdiction en « haut-lieu » de l'hommage universitaire au poète León Felipe, qui venait de mourir en exil, mit le recteur dans une fâcheuse position car il avait déjà donné son autorisation. Il aggrava lui-même sa situation en écrivant et faisant diffuser un document d'après lequel tout le mal universitaire venait de l'action perturbatrice de « quelque 500 étudiants politisés ». Il rejoignait ainsi l'interprétation

policière classique d'après laquelle l'histoire serait faite par une poignée de « méchants meneurs ».

- 24 Presque en même temps, les locaux de la vieille Université de Madrid flambaient de manière mystérieuse ; le recteur et la police en profitaient pour accuser les étudiants.
- 25 Il serait trop long et d'ailleurs superflu d'énumérer la multitude de grèves, journées contre la répression, manifestations, etc., dans les universités espagnoles. Il suffit d'évoquer ce qui est dans la mémoire de tous : le « suicide » de l'étudiant Enrique Ruano, 48 heures après son arrestation, la déclaration de l'état d'exception, le 24 janvier 1969, prenant comme prétexte la « subversion universitaire », alors que les Universités de Madrid et de Barcelone étaient déjà fermées ; les manifestations des étudiants de Saragosse et de Pampelune, et la grève des 10 000 étudiants de Bilbao en dépit de l'état d'exception ; enfin, l'état d'exception étant levé et l'Université de Madrid rouverte, des milliers d'étudiants se sont heurtés de nouveau à la police aux cris de « liberté », « dictature, non-démocratie, oui ».
- 26 Nous devons ajouter que l'influence française s'est aussi manifestée du côté du ministère : le « Livre blanc » du ministre, M. Villar Palasí, est une analyse souvent très critique de la situation universitaire espagnole, des besoins de l'Université et des éventuels remèdes à y apporter, où l'on retrouve facilement l'empreinte des réformes de M. Edgar Faure et de la loi française d'orientation universitaire. Malheureusement, l'analogie s'arrête là ; le « Livre blanc » n'est qu'une simple déclaration d'intentions, qui ne se traduit pas par des mesures législatives. Le journal *Nuevo Diario* commentait à ce propos : « Pour que le Livre blanc soit autre chose qu'un livre il faudrait un effort d'ensemble... Faire la réforme c'est l'obligation de tous, mais il ne faut pas penser que les buts proposés seront atteints dans un délai de quelques mois... La pauvreté des ressources économiques actuelles contraste avec le grand effort qu'exigerait la mise en œuvre du programme du Livre blanc. » Si les responsables officiels de l'éducation font seulement des programmes et non des lois, ils tombent dans la démagogie facile. C'est bien ce que pensent les étudiants et de nombreux professeurs espagnols à propos du Livre blanc ; non que la bonne volonté de M. Villar Palasí soit en cause, la question n'est pas là. Dans le cadre structurel et idéologique du régime, la réforme universitaire relève de la fantaisie.
- 27 En somme, le noyau du problème étudiant en Espagne est depuis longtemps –on peut dire depuis 1956– l'aspiration à la liberté d'association, à la représentativité et à l'indépendance des organisations d'étudiants. C'est donc le problème classique des libertés et de la démocratie intérieure qui a permis de rassembler la majorité des étudiants. Bien sûr, c'est en partant de là, et par le jeu même de leur action (réunions, assemblées, informations et échanges, grèves, l'ensemble enfin de la pratique socio-étudiante), que des prises de conscience, parfois à caractère massif, ont eu lieu ; de la liberté d'association on est passé à d'autres libertés, la démocratisation de leur propre organisation est devenue conscience de la nécessité d'une organisation démocratique pour l'ensemble des institutions universitaires, sans laquelle la première manquerait de sens. Des heurts avec les représentants ou les instruments du Pouvoir, on est passé à la recherche des alliés et même parfois à l'action hors du cadre universitaire, à la conscience des liens existant entre les structures universitaires et celles de la société. Bien entendu, cette prise de conscience est forcément inégale selon l'expérience des divers secteurs du monde étudiant, selon les origines sociales des universitaires, leur milieu, la profession à laquelle ils se sont voués, etc.

- 28 Pour essayer de mieux comprendre, il nous faudrait quelques données essentielles du problème : qu'est-ce que la population universitaire espagnole ? Quels sont les rapports étudiants-professeurs, et les rapports étudiants-société (notamment classe ouvrière) ?
- 29 Les universités espagnoles (et les écoles supérieures) ont eu en 1967-1968, un total de 147 000 étudiants inscrits, dont 62 240 à Madrid et 22 967 à Barcelone¹. Les étudiants en lettres sont plus de 20 000, ceux des sciences économiques atteignent le chiffre de 17 000. Médecine et droit, toujours en tête, ont tendance à décroître, tandis que le recrutement de la Faculté des Sciences et des écoles supérieures (ingénieurs industriels, télécommunications, agronomes, architectes, etc.) est en nette progression.
- 30 Le nombre d'élèves qui obtiennent leur diplôme de fin de licence, est beaucoup plus restreint : en 1966, ont terminé 1 600 ingénieurs, 1 600 médecins, 1 200 licenciés ès-sciences, 1 200 économistes, un millier environ des licenciés en droit et environ 1 100 licenciés ès-lettres.
- 31 Quant à leur origine régionale, le taux de 45 étudiants pour 10 000 habitants n'est dépassé que par Madrid, Barcelone, le Pays basque, Saragosse, Salamanque et Valladolid. L'Andalousie (à la seule exception de Séville), l'Estrémadure, la Galice, les autres provinces de Castille ont un taux inférieur à 30 pour 10 000. Une situation intermédiaire est celle de Valence, des Asturies et de La Corogne².
- 32 Du point de vue strictement social, le classement est difficile, car il n'y a pas moyen de distinguer les enfants des industriels, des commerçants, des propriétaires terriens, des membres des professions libérales, etc. d'après leurs déclarations³. Par contre, il est net que seuls 7 % des étudiants universitaires sont des enfants de travailleurs urbains ou ruraux, dont un peu plus de 1 % des fils d'ouvriers industriels⁴. Un pourcentage minime des étudiants reçoit des bourses : 4,1 % sur l'ensemble des étudiants universitaires inscrits dans l'année 1965-1966. Ajoutons que les jeunes filles représentent déjà 25 % du total des étudiants universitaires.
- 33 En fait, le caractère et la densité de la population universitaire sont conditionnés par le comportement de l'état envers les différents degrés de l'éducation. Il faut donc partir de la crise endémique de l'enseignement primaire et de la situation globale de l'éducation.
- 34 L'Espagne est le pays européen dont les dépenses d'éducation représentent la plus petite part du revenu national (2,13 % en 1965, 2,46 % en 1966) ; le dernier, « ex-aequo » avec la Turquie, en chiffres absolus pour les dépenses d'éducation par tête (10 dollars, auxquels il faudrait ajouter 3 dollars de subventions à l'enseignement privé) ; le dernier en pourcentage du budget de l'éducation sur le budget national (8,28 %). En 1966, les dépenses d'éducation atteignaient 10,4 % de l'ensemble des dépenses publiques ; la moyenne européenne pour la même année était de 21 %.
- 35 Ces chiffres sont assez éloquentes sur le rôle de « Cendrillon » dévolu à l'éducation par les orientations du Pouvoir. En ce qui concerne concrètement l'enseignement primaire, il suffit de penser que, pendant les trois premières années du Plan de développement on n'avait réalisé que 35 % du plan de création d'écoles et de « postes scolaires ». En 1967, M. García Ortega, inspecteur de l'enseignement primaire à Barcelone, déclarait que 64 925 enfants de cette ville n'allaient pas à l'école. Les estimations faites à Madrid portent ce chiffre à 100 000 pour la capitale de l'Espagne.
- 36 L'enseignement moyen est pratiquement dans les mains des institutions ecclésiastiques ou des entreprises privées, les élèves des lycées de l'état ne représentent que 20 % du

total. Il est bon de rappeler que, sauf de très rares exceptions, l'enseignement secondaire privé (ecclésiastique ou non) est payant.

- 37 Tout cela explique aisément le caractère de classe de l'Université espagnole. De plus, on dirait que l'état n'a pas pris entièrement conscience du rôle de l'enseignement dans « l'accumulation du savoir » nécessaire aux techniques de la production et des services dans une société de notre temps. La preuve, c'est qu'en Espagne les frais d'enseignement constituent une partie considérable des dépenses privées des familles.
- 38 Faut-il ajouter que ce caractère de classe laisse une empreinte sur le contenu de l'enseignement ? Lisons, à ce propos, le rapport des Congrégations universitaires mariales (Jésuites) de mai 1968 : « Un aspect du caractère de classe de l'Université s'exprime par le contenu idéologique de l'enseignement. Les catégories et les valeurs qui donnent leur sens aux plans d'études, sont celles de la bourgeoisie : individualisme, sécurité, le profit comme finalité, technicisme... En s'appuyant sur ces valeurs il n'est pas possible de créer une culture authentique, capable de s'accorder aux besoins du développement humain, social, économique et technique. »
- 39 Un autre aspect du problème universitaire, c'est la situation des professeurs et leurs relations avec les étudiants. On est loin du corps enseignant « épuré » de 1940, fidèle aux rêves de « l'Université bleue » ou fidèle à la routine de toujours (il y avait à l'époque ces deux sortes de professeurs). Au sein de l'Université espagnole, des hommes ont évolué et d'autres sont venus à la vie universitaire pendant ce quart de siècle.
- 40 Le durcissement de la situation pendant l'année 1967-1968 a fait prendre position à de nombreux professeurs jusque là indifférents ; l'attitude énergique des assemblées de professeurs des sciences politiques et économiques et de droit contre l'ingérence de la police dans l'Université, les démissions de plusieurs doyens, la reconnaissance en fait par de nombreux professeurs du Syndicat démocratique des étudiants, témoignent de ce revirement. Certes, il y a toujours des conformistes, des « absentéistes » qui considèrent leur chaire comme un titre d'honneur, etc. Ils sont pourtant de moins en moins nombreux. C'est –comme le signalait Tierno Galván⁵– l'attitude des étudiants qui a influencé les professeurs pour les aider à prendre conscience ou plus exactement, à traduire par des actes leur prise de conscience.
- 41 Bien sûr, il serait faux de confondre les quelque 1 000 professeurs en titre avec les 3 500 (environ) professeurs agrégés⁶, professeurs adjoints, assistants, etc. Du point de vue sociologique, les premiers sont « arrivés » ; ce sont des fonctionnaires, qui ont une chaire à vie, un traitement relativement important. Les autres ne sont pas titularisés, ont des traitements dérisoires, un travail moins intéressant. Ils sont plus jeunes et, en général, ils ont des contacts plus étroits avec les élèves.
- 42 Mais ils sont de plus en plus nombreux, les professeurs en titre (*catedráticos*), fidèlement attachés à l'Université, dévoués dans leur travail, qui comprennent non seulement l'urgence d'une rénovation, mais son lien incontestable avec la transformation des structures socio-politiques. Le professeur Manuel Jiménez de Parga, de l'Université de Barcelone, écrit à ce propos : « N'importe quel professeur qui recherche la vérité –et celui qui ne se propose pas cette tâche n'est plus un professeur, même s'il en a le titre– marche sur une route dangereuse. Un jour ou l'autre il se heurtera à des obstacles... »
- 43 Et le professeur Ángel Latorre, lui aussi de l'Université de Barcelone, écrit dans son livre : « Si notre éducation est arriérée, c'est parce que notre société l'est aussi. Que

personne ne se fasse des illusions en pensant qu'on peut modifier réellement l'une sans modifier l'autre. »

- 44 D'ailleurs, les professeurs ne vivent pas en vase clos, mais en contact avec d'autres milieux et d'abord avec d'autres intellectuels. La sympathie des membres des professions libérales, des écrivains, artistes, etc., pour le mouvement démocratique des étudiants n'est plus à démontrer. Citons, pour mémoire, l'appui au SDEU des écrivains et poètes Blas de Otero, Gabriel Celaya, Dionisio Ridruejo, Aurora de Albornoz, Pedro Altares, Grosso, C. Bonald, Salinas, Ana María Matute, Aurelia Campmany, Alfonso Comín, J. Maragall, des auteurs dramatiques Lauro Olmo, Alfonso Sastre, des peintres Saura, Millares, Caneja, des cinéastes Regueiro, Carlos Saura, Bardem, Patino, de grands acteurs comme Francisco Rabal, des architectes comme Bohigas, des avocats comme Gil Robles (fils) et Cierco... Il y a un climat de communication constante entre les étudiants et les intellectuels de toutes les professions (de nombreux ingénieurs, économistes, médecins des nouvelles générations) auquel ne peuvent pas être étrangers les membres du corps enseignant, notamment les universitaires. Inutile d'insister sur les liens entre les étudiants et le jeune clergé ; parmi les prêtres-universitaires, les Pères Álvarez Bolado, Marzal, Aguirre, Alberoa, etc, ne sont que des exemples parmi des centaines.
- 45 Un autre trait essentiel, c'est le genre de rapports entre les étudiants et les ouvriers. Il y a encore quelques années, les étudiants ne regardaient pas sans méfiance les contacts avec le mouvement ouvrier. Des délégations des Commissions ouvrières avaient été accueillies dans les premières assemblées libres des étudiants avec une courtoisie non exempte de réserve. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le climat a changé du tout au tout. Non seulement, ces délégations, devenues habituelles, sont accueillies chaleureusement, mais –ce qui est plus important– des contacts permanents se sont établis. La participation des étudiants aux journées du 27 octobre 1967, du 30 avril et 1er mai 1968, ont renforcé les liens entre les deux mouvements. D'autre part, dans le programme des Commissions ouvrières il y a un paragraphe sur la réforme démocratique de l'Université et dans le programme du Syndicat démocratique des étudiants (SDEU) il y a le mot d'ordre d'une « Université démocratique, ouverte à toutes les classes sociales, au service des nécessités authentiques du pays ». Le SDEU de Madrid déclarait à ce propos : « Nous avons pris conscience que la transformation de l'Université est inséparable d'une transformation de la société. En vue de cette transformation, nous avons trouvé que les travailleurs, organisés dans leurs Commissions ouvrières, ainsi que d'autres secteurs du pays, ont avec nous des objectifs communs... Pour cette raison, dans la déclaration de principes, le SDEU exprime sa solidarité avec ces secteurs du pays pour trouver des voies démocratiques d'expression et de gestion. »
- 46 À titre d'exemple, nous pouvons citer les nombreuses déclarations des Commissions ouvrières de Madrid et de Barcelone en faveur de l'action des étudiants et l'appel du Conseil des étudiants de l'Université de Madrid au peuple espagnol (décembre 1967), dont l'argument essentiel est le suivant : notre affaire et notre but, la réforme démocratique de l'Université, c'est l'affaire et le but de tous ceux qui luttent pour la démocratie, et nous entendons que ce but commun ne pourra pas être atteint sans la collaboration de toutes les forces de progrès.
- 47 Sur un autre plan, on peut citer une foule d'exemples et d'anecdotes. C'est ainsi que quand les étudiants ont dressé des barricades rue de la Princesa (près de la Cité universitaire) en mai 1968, ils ont été aidés spontanément par les ouvriers du bâtiment

des chantiers environnants. Un peu plus tard, quand les forces de l'ordre sont arrivées, les ouvriers ont protégé les étudiants, qui réussirent à s'échapper en traversant les nombreux chantiers du quartier.

- 48 Cela a une raison profonde : les objectifs généraux des étudiants (liberté et indépendance syndicales, libertés de réunion, d'association, d'expression, lutte contre la répression, etc.) sont convergents, pour ne pas dire identiques, avec ceux du mouvement ouvrier.
- 49 Le fait que tant les étudiants que les ouvriers aient réussi à mettre sur pied de vastes organisations non partisans, c'est-à-dire rassemblant des tendances très diverses en vue d'obtenir des préalables indispensables à toute action ultérieure, et communs à tous, a rendu plus facile leur coordination dans un esprit d'indépendance réciproque.
- 50 Certes, nous n'essayons pas de présenter une situation idyllique, et encore moins un « modèle » à suivre. Chaque pays a des traits particuliers et des situations différentes compte tenu de son développement historique et socio-économique, de ses traditions politiques, syndicales et intellectuelles, de la nature du pouvoir institutionnalisé et des rapports de forces au sein de la société. Il y a aussi en Espagne les « ultra » de la gauche et de la droite, mais nous pensons que leur force n'est pas déterminante de l'évolution immédiate car ils sont surtout l'expression, ou des nostalgies d'autrefois, ou des impatiences utopistes⁷.
- 51 Nous n'allons pas cacher la réalité d'un courant « gauchiste » dont il faut chercher la raison plutôt dans des exemples étrangers que dans la réalité espagnole. Sans doute l'exaltation de la violence a en Espagne un « terrain de culture » puisque ce sont les pouvoirs publics qui en donnent l'exemple. Dans le contexte historique espagnol la violence n'est qu'une riposte. Cela n'empêche pas qu'indépendamment de la volonté des étudiants « gauchisants », les thèses de la « stratégie globale » viennent appuyer les thèses gouvernementales sur « la subversion internationale » ; et que les « cocktails Molotov » ou la tentative de défenestration d'un recteur font surtout l'affaire du gouvernement (d'ailleurs le vrai défenestré n'a pas été le recteur de Barcelone, mais l'étudiant Enrique Ruano). Cependant :
- il ne faut pas confondre les étudiants qui s'exaltent par le souvenir romantique du « Che » Guevara –très populaire en Espagne– ou par une vision sans doute mythifiée du « Mai français », avec des révolutionnaires d'extrême-gauche ;
 - le courant « gauchiste » qui se caractérise par l'aspiration à devenir la tête pensante et la force directrice du mouvement dit révolutionnaire, est presque inexistant chez les étudiants espagnols. Même les « gauchistes » estiment –sauf de rares exceptions– que les ouvriers sont la colonne vertébrale de ce mouvement. D'ailleurs, les Commissions ouvrières ont un grand prestige chez les étudiants et, de plus en plus, elles agissent d'une manière cohérente.
- 52 Si l'on suit le long itinéraire du mouvement étudiant espagnol, on peut repérer une première période de révolte et une deuxième période de prise de conscience. Cette deuxième période correspond très probablement à la coordination du mouvement des étudiants avec d'autres mouvements rénovateurs. Un étudiant commence par se sentir mal à l'aise dans une Université vieillotte, où l'on apprend peu et mal, où l'embrigadement politique se heurte à une résistance passive. Puis, il y a des protestations, des grèves et la répression. Par la répression l'étudiant prendra souvent conscience des liens entre le monde universitaire et l'ensemble de la société, y compris les pouvoirs publics. Après les premières actions survient la réflexion ; on étudie, on se pose de nouveaux problèmes, on regarde vers d'autres pays. Cette opération, disons

« intellectuelle », place les nouvelles actions sur un palier plus élevé... C'est ainsi que les universitaires espagnols ont parcouru un long chemin depuis les journées de février 1956.

- 53 Après ces quelques notes, nous revenons à la question : y a-t-il une « spécificité » du problème universitaire espagnol ? Nous avons vu que, sans parler de la tradition démocratique des étudiants espagnols d'autrefois, le mouvement actuel a déjà une tradition vieille d'une douzaine d'années. Il est né comme une protestation relativement vague et il est devenu de plus en plus une protestation contre le Pouvoir qui, ayant échoué dans ses rêves de politiser l'Université, ne s'intéresse à elle, suivant l'expression du professeur Laín Entralgo, que, positivement, comme usine de diplômes professionnels et, négativement, pour éviter qu'elle ne devienne un facteur de désordre public⁸.
- 54 Le mouvement des étudiants espagnols se dresse donc face à un Pouvoir autoritaire, dans une société de classe. Il doit chercher à changer les conditions politiques et sociales, ne serait-ce que pour affirmer son droit à exister.
- 55 Tout récemment, dans un article à propos des événements de Mai 1968 dans l'Université française, le professeur Aranguren soulignait cette « spécificité » espagnole, conséquence de l'état encore arriéré de la société ; la contestation de la société de consommation est pour le moins prématurée dans un pays qui n'a pas atteint ce niveau de développement⁹. Pour l'universitaire espagnol, il y a d'autres buts principaux et préalables, très élémentaires : par exemple, le droit d'association, de réunion, d'expression... Pour la société espagnole il y a également des buts préalables à atteindre. Cet état objectif des choses n'est pas sans rapport avec la cohésion évidente des mouvements étudiants, intellectuels et ouvriers de « contestation » contre l'anachronisme d'un régime et d'une structure sociale.
- 56 Ceci dit, ce serait fermer les yeux à la réalité que d'ignorer comment se répercutent en Espagne les vastes mouvements de contestation universitaire qui traversent le monde d'un bout à l'autre ; de Berlin à Mexico, de Paris à Tokyo, de Prague à Rome, de Varsovie à Berkeley, de Belgrade à Rio de Janeiro. Notre monde assiste à une révolte de la jeunesse étudiante, qui prend des modalités spécifiques ici et là, mais dont certains traits communs répondent à une réalité et à des problèmes de fait de la jeune génération. L'Espagne ne peut pas être une exception, ni se tenir à l'écart de ce vaste sursaut universel. Il y a aussi en Espagne (et le professeur Tierno l'a remarqué depuis longtemps) une protestation constante des jeunes (surtout parmi les étudiants) contre leurs aînés « installés » dans la vie professionnelle et publique, bloquant la promotion de la jeunesse, d'autant plus que, pour des raisons qui échappent à l'objet de ces notes, le cumul des emplois est très développé en Espagne. Les jeunes trouvent que ces messieurs qui monopolisent tout (les hautes fonctions, la vie publique, le monde des affaires, souvent les chaires) ont en plus des idées qu'ils considèrent périmées, des échelles de valeurs de jadis et qu'ils ont le front de vouloir les imposer ; les uns sont des nostalgiques du fascisme, les autres du libéralisme, tous parlent de « leur » guerre, selon leur optique personnelle...
- 57 Dans les vieilles générations on trouve habituellement des hommes qui craignent les bouleversements ; les uns parce qu'ils ont acquis toute sorte d'avantages et de privilèges, les autres parce qu'après avoir beaucoup souffert, ils ont réussi à avoir une vie calme et relativement confortable. Même parmi des ouvriers (nous ne parlons pas, bien entendu, des plus lucides et des plus combatifs, des secteurs d'avant-garde) on a

une tendance à se dire qu'on possède aujourd'hui un frigidaire et la télé, quelques jours de vacances, etc., et que tout cela vaut mieux que les années affreuses de famine qui ont suivi la Guerre civile.

- 58 Les jeunes, plus généreux, sans le fardeau des obligations de famille, se révoltent contre ce conformisme. Ils sont partis dans la vie une vingtaine d'années plus tard, ils n'admettent pas « l'ordre établi » qu'on veut leur imposer. Ils commencent par se révolter contre les parents (parfois, fort heureusement, il y a des parents qui comprennent cela) ou contre les « vieilles barbes », plus tard ils insèrent leur révolte dans les grands conflits sociaux et politiques. Ils prennent conscience de la marche du monde et n'acceptent pas le conseil des faux sages : « À ton âge, je n'avais pas tout ce que tu as aujourd'hui. »
- 59 Certes, cette révolte de la jeunesse comporte une forte dose d'utopisme. À ce propos, le professeur Laín Entralgo écrit : « Sans les rêves de Thomas Moore que nous appelons des « utopies », l'histoire aurait-elle bougé ? » Ajoutons que l'utopisme –et aussi la négation anarchisante– est une première étape vers une prise de conscience ultérieure dans des secteurs de la société qui n'acceptent pas le conformisme profitable aux secteurs dominants ; on commence par dire « non » –en 1815 les ouvriers anglais, en 1835 les ouvriers de Barcelone ont commencé par briser les machines avant de former des syndicats–, on élabore par la suite la critique du monde environnant et on arrive, à la fin, à trouver une alternative positive pour dépasser les structures contestées.
- 60 En somme, la révolte de la jeunesse, à l'époque de la révolution technologique, de la culture planétaire, de la mise en question des valeurs « établies », n'épargne pas la jeunesse étudiante de l'Espagne. Mais elle s'y intègre dans un contexte national (sans oublier le pluralisme « national » venant des faits catalan et basque), au niveau spécifique de développement socio-économique de l'Espagne et avec la tâche prioritaire de balayer les obstacles politiques qui barrent la route de ce développement.

NOTES

1. Depuis 1960-61 on remarque une croissance spectaculaire du nombre des étudiants universitaires : 96 %. La progression est plus importante (en pourcentage) à Salamanque et Valladolid, mais dans ce dernier district universitaire (académie) il faut compter les étudiants de Bilbao qui va avoir son université propre. Les universités « stagnantes » sont celles de Murcie (1 727 étudiants), La Laguna aux Canaries (1 330) et Oviedo (3 525). Dans cette statistique ne figurent pas les étudiants des universités « libres » : celle de Navarre (Opus Dei) et celle de Deusto à Bilbao (Compagnie de Jésus).

2. La moyenne de la population universitaire est actuellement de 44 % environ.

3. M. José Ruiz-Gisbert, en partant de l'étude « Plan CCB de Caritas » a dressé un tableau synthétique des classes sociales des universitaires, prenant comme base le revenu de leurs familles :

Classe supérieure et moyenne-supérieure (plus de 120 000 pts) : 61,4 %

Classe moyenne (entre 60 000 et 120 000 pts) : 20,0 %

Classe moyenne-basse (entre 25 000 et 60 000 pts) : 11,2 %

Classe inférieure (moins de 25 000 pts) : 7,4 %

Bien entendu, ces chiffres correspondent aux revenus et à la valeur de la monnaie d'il y a quatre ans. Aujourd'hui les revenus des classes moyennes se situent environ entre 150 000 et 200 000 pts par an.

4. D'après une enquête du Ministère de l'éducation voici un tableau assez imprécis des professions des parents :

Industriels, hauts fonctionnaires et professions libérales : 67,3 %

Employés et instituteurs : 16,3 %

Militaires et orphelins : 3,7 %

Agriculteurs et éleveurs : 3,7 %

Ouvriers industriels : 1,0 %

Les travaux du professeur de sociologie Salustiano del Campo, basés sur des données démographiques de l'Institut national de la statistique, ainsi que sur d'autres chiffres de même source et des études de la Banque de Bilbao, sont beaucoup plus sérieux. Voici le tableau qu'il dresse des catégories socio-économiques des parents des élèves :

Chefs d'entreprises agricoles (agriculteurs) : 4,23 %

Ouvriers agricoles : 1,82 %

Chefs d'entreprise industrielle : 15,27 %

Chefs d'entreprises commerciales, transports et services : 7,71 %

Professions libérales et analogues : 27,76 %

Directeur d'entreprises et de sociétés : 0,63 %

Cadres supérieurs : 4,23 %

Cadres moyens et employés : 28,39 %

Contremaîtres, ouvriers qualifiés et spécialisés : 4,69 %

Ouvriers non qualifiés : 0,46 %

Personnel de service : 0,47 %

Retraités : 1,44 %

Rentiers : 0,13 %

Orphelins de père : 21,78 %

Ce tableau a été fait sur un échantillon de 67 000 étudiants, dont 37 000 de Madrid et Barcelone.

5. Cf. le texte de Tierno Galván dans *Puerto*, revue de la Faculté des Lettres de l'Université de Puerto Rico, n° 1, 1968.

6. Rien à voir avec « l'agréé » français.

7. Si l'on croit une enquête socio-politique, faite sur de larges échantillons pendant l'année 1966-1967, la majorité des étudiants serait à classer dans la gauche modérée : 61 % étaient partisans d'une démocratie pluraliste, 13 % d'une dictature de la droite et 1,9 % d'une dictature de la gauche, 47,3 % étaient partisans de diverses formes de socialisme et 15 % d'un capitalisme contrôlé par l'intervention de l'état. Seuls 0,9 % étaient partisans de concentrer le pouvoir économique. Naturellement, on ne peut pas ignorer certains changements intervenus depuis un an et demi, dont une certaine poussée d'extrême-gauche.

8. P. Laín-Entraña, *El problema de la Universidad*, édit. Cuadernos para el Diálogo. Madrid, 1968. Un merveilleux petit livre que devaient lire tous ceux qui s'intéressent aux questions universitaires en Espagne.

9. J.-L. Aranguren écrit : « Notre conviction qu'une conception strictement économique de la vie n'est pas satisfaisante ne doit pas nous empêcher de voir la particularité de notre situation, définie par la pauvreté d'un pays qui ne s'est pas encore développé économiquement... La solution des problèmes économiques de la plupart des familles a en Espagne un caractère d'urgence. » (« La revolución de Mayo en París y España », *Cuadernos para el Diálogo*, juin-juillet 1968). Dans l'enquête faite auprès des professeurs de l'Université par le professeur Manuel García Pelayo, publiée dans la *Revista de Occidente* (novembre 1968), le professeur Ángel Latorre dit aussi :

« La contestation des étudiants en Espagne est conditionnée – ainsi qu’ailleurs – par les particularités du milieu où elle se produit ; et l’Espagne n’est pas encore une « société de consommation », même si on y trouve déjà quelques traits de ce genre de sociétés. » Dans la même enquête, le professeur Alejandro Nieto précise qu’en Espagne « pays sous-développé avec une démocratie organique »... les objectifs des étudiants sont très concrets : « formation d’un front général avec la classe ouvrière et appui réciproque pour arriver, au moins pour l’instant, à un régime démocratique. » L’attitude critique –ajoute-t-il–, ne va, en principe, pas plus loin. « Sur ce panorama se sont superposés ces derniers mois les symboles de la technique provocatrice de l’étranger : communes, occupation des facultés, etc. » Le professeur Salustiano del Campo déclare : « Dans le cas particulier de l’Espagne, il y a une concurrence des causes spécifiques de notre situation, et d’autres comparables à celles des pays technologiquement développés. » Et le professeur Tovar, tout en soulignant comme ses collègues la « spécificité » de la situation socio-politique espagnole – et par là de la situation universitaire – ajoute que les conflits se canalisent et se localisent plus facilement dans les sociétés pluralistes ouvertes à toutes les opinions.